

# L'ÉVÉNEMENT

## SYNDICAL

N° 12

25<sup>e</sup> année · mercredi 23 mars 2022

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA



THIERRY PORCHET

Alors que la guerre fait rage en Ukraine, les répercussions économiques commencent à toucher la Suisse. Face à l'inflation et à la hausse du chômage qui guette, l'Union syndicale suisse demande au gouvernement de prendre des mesures pour soutenir les salariés et la population. **PAGE 3**

### POINT DE MIRE

## Revendications légitimes

Sylviane Herranz

Un mois déjà que le bruit des armes, des bombes, des chars recouvre l'Ukraine. Un mois déjà de guerre avec les conséquences funestes que l'on connaît, pour ceux restés au pays comme pour ceux qui ont pu s'enfuir. Cette barbarie qui se déchaîne à deux pas de chez nous engendre des effets loin à la ronde. On parle de famine à venir au Maghreb, au Moyen-Orient et dans d'autres régions dépendantes du blé ukrainien et russe. Le prix des matières premières s'envole. Ceux du pétrole, du gaz, du cuivre, de l'aluminium flambent. En Suisse aussi, les répercussions du conflit se font déjà sentir, et pourraient s'amplifier dans les semaines ou mois à venir. Le prix de l'essence a augmenté d'environ 25%, celui du mazout a presque triplé depuis novembre 2020, celui du gaz explose. Si l'inflation était encore de 2,2% en février, soit en dessous de celle affectant

la plupart des pays de l'Union européenne, elle risque bien de s'accroître rapidement. Touchés par la hausse des coûts du transport, de la fabrication ou par la pénurie de matières premières, les prix de nombreux produits vont prendre l'ascenseur. Et affecter tous les habitants du pays, en premier lieu les plus précaires.

Le pouvoir d'achat des travailleurs, grignoté depuis des années par des hausses des primes maladie incessantes, ou des loyers spéculatifs, sera largement affaibli par les effets économiques de la guerre. A l'instar de tous les salariés obligés d'utiliser leur véhicule pour travailler, comme les livreurs et les livreuses de Smood ou d'Uber, dont les revenus sont déjà extrêmement maigres. Et sans oublier bien sûr les retraités qui devront faire face à la vie chère. Les emplois sont également sur la sellette, menacés par un ralentissement de l'activité industrielle en manque de matières premières ou de marchés pour l'exportation. Selon une étude que vient de publier Economiesuisse, la moitié des entreprises du pays sont déjà affectées par la guerre, et une sur quatre par les sanctions à l'égard de la Russie. Là où certaines branches voyaient enfin la lumière au bout du tunnel de la pandémie, comme l'hôtellerie-restauration, le tourisme ou l'aviation, le redémarrage tant attendu va être remis à plus tard.

Dans cette situation, la droite veut gonfler le budget militaire. PLR et UDC réclament 2 milliards de plus par année pour la défense, soit une hausse de 40%! Cela sans compter le bud-

get extraordinaire de plus de 20 milliards pour 4 ans accordé à l'armée par le Parlement, en automne 2020, pour moderniser son matériel et s'offrir de nouveaux avions de combat.

Face à l'envolée des prix, au risque de suppressions d'emplois ou de réductions d'horaires de travail, les autorités doivent agir. L'Union syndicale suisse a demandé la semaine dernière au Conseil fédéral de prendre des mesures efficaces pour éviter les pertes de salaire et d'emplois. Elle propose notamment que les règles simplifiées en matière de chômage partiel, telles qu'instaurées durant la pandémie, soient prolongées au-delà de fin mars, moment où elles devaient disparaître. Les salaires devront aussi être adaptés. C'est le seul moyen d'éviter une paupérisation grandissante, alors que 8,5% de la population a été touchée par la pauvreté en 2020.

Les revendications pour préserver les postes de travail, augmenter les salaires et le pouvoir d'achat sont légitimes. Elles ne doivent pas être abandonnées face aux inquiétudes et aux conséquences générées par la guerre meurtrière en Ukraine. C'est en évitant que les salariés et les plus démunis en paient le prix fort, comme cela a été le cas durant la crise du coronavirus, que nous pourrons pleinement faire acte de solidarité et œuvrer à la lutte pour l'arrêt des combats. ■

### PROFIL



Camille Pousin,  
la passion des livres.

**PAGE 2**

### DROITS

La Suisse remise à l'ordre par la Cour des droits de l'homme.

**PAGE 3**

### PRÉCARITÉS

Un Observatoire voit le jour à Lausanne.

**PAGE 5**

### ENVIRONNEMENT

Le plastique, entre recyclage et limitation.

**PAGES 6-7**

# FAVORISER DES PERSONNAGES FÉMININS FORTS

Fondatrice des Editions uTopie spécialisées dans la littérature jeunesse, Camille Pousin adore les livres depuis son plus jeune âge. Au fil de son histoire

Sonya Mermoud

C'est le récit d'une passion qui débute dans l'enfance. Une narration mettant en scène une petite fille, Camille Pousin, qui refuse de s'endormir à moins que sa mère ou son père ne lui ait lu une histoire. Et pas question d'y couper. Même en présence d'invités. Puis, à 7 ans, la gamine obtient une carte de membre de la bibliothèque du quartier. «Je coûtais trop cher à mes parents. Je réclamais sans cesse de nouveaux livres. J'ai pu alors emprunter plein d'ouvrages et même plus qu'autorisé, les responsables me reconnaissant, habitués à mes fréquentes visites», sourit la lectrice assidue âgée aujourd'hui de 36 ans. Depuis, Camille Pousin ne compte plus les bouquins qu'elle a dévorés. Et le souvenir de *Charlie et la chocolaterie*, une des aventures favorites de la fillette d'alors, s'estompe dans une multitude de titres dont plusieurs issus de la littérature slave, particulièrement appréciée. Cet engouement – qui permet à la passionnée «de vivre nombre d'existences par procuration» – la conduit à effectuer un apprentissage de librairie chez Payot à Lausanne. «J'ai surtout aimé le contact avec la clientèle, échanger sur des intérêts communs.» Une immersion «très enrichissante» dans le monde du livre qui l'incite à poursuivre l'expérience, en explorant l'autre bout de la chaîne. Mais chaque chose en son temps. Camille Pousin commence par reprendre des études et effectue un master en anglais et philosophie. Elle se spécialise également en Humanités numériques – un domaine ciblé sur le développement des sciences humaines et de la technologie – avec une idée derrière la tête.

#### FIBRE FÉMINISTE

«J'ai toujours aimé les ordinateurs, étant familiarisée avec ces outils, car ma mère était informaticienne. Et j'envisageais de me lancer dans le livre numérique.» En 2016, avant même la fin de son cursus, l'universitaire fonde les Editions uTopie réservées à la littérature jeunesse. Elle se concentre alors au départ uniquement sur des ouvrages digitaux, avant d'élargir

l'offre aussi au format papier, la trentenaire restant convaincue de son avenir. «Ce sont deux supports différents qui peuvent se compléter. Le numérique permet d'écouter l'histoire, favorise une exploration interactive, avec des animations, des pop-up (fenêtres surgissantes, ndlr), des glossaires pour expliquer les mots compliqués, des listes d'activités», précise la Vaudoise, qui insiste encore sur la dimension pédagogique de la démarche, assurée grâce à la collaboration d'enseignantes. Et qui privilégie les récits où rêves et aventures se conjuguent avec une certaine profondeur, délivrent en filigrane des messages, favorisent les personnages féminins forts. Dans cet esprit, elle vient de créer une nouvelle collection, *La Suisse au féminin*, consacrée aux luttes des femmes dans nos frontières avec un premier volume relatif à leur combat en faveur du droit de vote, obtenu il y a 51 ans. Ce choix correspond à l'intérêt et à la sensibilité de Camille Pousin aux questions d'égalité et de genre, elle qui a rédigé un mémoire sur les travaux de Christine de Pizan, écrivaine du XV<sup>e</sup> siècle, souvent considérée comme la «mère du féminisme».

#### SANS MONOTONIE

«Une personne fascinante. Elle a vécu de sa plume. Elle a écrit des poèmes, des traités militaires ou encore *La Cité des dames*, en réponse aux passages misogyne du *Roman de la Rose*. J'admire son courage, son audace», explique l'éditrice, tout en notant qu'il reste du pain sur la planche en la matière. «Il y a encore nombre de batailles à livrer en faveur de l'égalité salariale, de la représentation des femmes en politique, contre le sexism, etc.», soupire la féministe, qui envisage par ailleurs de lancer également une collection relative à l'écologie. Si les Editions uTopie ont publié à ce jour 14 livres, elles ne permettent pas à Camille Pousin d'en vivre. L'indépendante a dès lors élargi ses activités professionnelles, remplies différents mandats dans le domaine numérique et la communication. «J'apprécie la pluralité des tâches. Les jours, ainsi, ne se ressemblent pas», commente la polyvalente de nature plu-

tôt optimiste, déterminée, et particulièrement à l'aise pour créer du lien social. «J'adore rencontrer des gens, échanger, rire.» Au chapitre de ses loisirs, Camille Pousin mentionne évidemment la lecture, sans oublier les voyages et la musique qui la ressource. Pianiste classique à ses heures, elle cultive toutefois des goûts éclectiques écoutant volontiers du jazz, du metal, etc., selon ses humeurs.

#### L'UNIVERS DU DESSOUS

Heureuse dans sa vie, en couple, la Vaudoise associe le bonheur aux sourires, à la force des amitiés nouées, à la prise de

conscience de moments de bien-être, de simplicité, comme quand elle s'évade avec un bon livre, sa chatte sur les genoux en train de ronronner. Moment privilégié aussi lorsque cette adepte de la plongée part à la découverte de l'univers du dessous si diversifié et paisible, loin du tumulte des humains. Un temps d'observation, de proximité avec «la vie sauvage et si fragile». Camille Pousin pratique par ailleurs le Vo-Vietnam, un art martial basé sur «le mental, la force, la souplesse, l'équilibre et la rapidité». «Le but est d'éviter le combat, mais si ce n'est pas possible, de savoir se défendre», note

celle qui inscrit au rang de ses peurs le racisme, la xénophobie, le sexism et l'étroitesse d'esprit au sens large. Mais revenons à la passion de la jeune femme pour la littérature sachant encore qu'elle n'exclut pas, un jour, de prendre la plume. Cela alors qu'elle a participé à la rédaction du dernier livre publié par sa maison d'édition. «Ecrire me titille. Une idée présente dans un coin de ma tête», confie Camille Pousin qui, questionnée sur son maître-mot, répond: «L'imagination». Celle qui, bien sûr, ouvre sur plein d'utopies. Une a déjà trouvé sa concrétisation... ■

## LES TRAITS TIRÉS

Vincent

### L'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS EN SUISSE...



«J'adore rencontrer des gens, échanger, rire» note l'éditrice et féministe Camille Pousin.

# LA SUISSE A BEL ET BIEN VIOLÉ LE DROIT DE MANIFESTER

La Cour européenne des droits de l'homme donne raison aux syndicats genevois qui avaient dénoncé l'interdiction des réunions et des manifestations au début de la pandémie

**Manon Todesco**

Pandémie ou pas, les droits fondamentaux de réunion et de manifestation doivent être respectés. Voilà, dans les grandes lignes, la position de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) dans son arrêt du 15 mars dernier. Pour rappel, cette dernière avait été saisie par la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) en mai 2020, en pleine première vague du Covid-19, à la suite de l'adoption, deux mois plus tôt, par le Conseil fédéral d'une ordonnance interdisant toute manifestation publique ou privée ainsi que l'exercice des droits politiques. Invoquant l'article 11 de la Convention européenne des droits de l'homme, qui protège la liberté de réunion et d'association notamment syndicale, la faî-

tière pointait la contrainte de devoir renoncer à la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai, de manière générale, l'impossibilité de prendre part à des réunions publiques. «Les syndicats avaient dénoncé la différence de traitement entre les employeurs, qui pouvaient librement continuer à employer du personnel en l'exposant à des contaminations, tout en interdisant à ce même personnel de se réunir, dans le respect des normes sanitaires, et d'exiger collectivement un renforcement de leurs droits», rappelle la CGAS dans un communiqué de presse. Et les employés du commerce de détail alimentaire qui se voyaient à l'époque parfois interdire par leur employeur de porter un masque alors qu'il n'existe pas de restrictions pour la clientèle non plus. Ce même personnel n'avait par contre pas le droit de se

réunir à l'air libre et de manifester publiquement pour exiger des mesures.»

## JUGEMENT CAPITAL

Deux ans plus tard, la CEDH vient de confirmer l'illégalité de l'interdiction générale de manifester, décretée par le Conseil fédéral et les autorités cantonales. Une satisfaction pour la CGAS. La Cour reconnaît très clairement le manque de proportionnalité et l'atteinte aux droits fondamentaux des travailleurs. «Le jugement est capital, car il met en lumière l'importance de la liberté de réunion pacifique dans une société démocratique, et considère que l'ingérence de l'Etat n'était pas nécessaire et que celui-ci a outrepassé sa marge d'appréciation», réagit Anna Gabriel, secrétaire régionale d'Unia Genève et vice-présidente



Les manifestations du 1<sup>er</sup> Mai avaient été interdites en 2020 lors de la première vague du coronavirus. L'USS s'était rabattue sur un débat en ligne, et quelques actions avaient néanmoins eu lieu en défense de salariés ayant perdu leur travail.

de la CGAS. Dans les faits, il faut rappeler que c'est sans doute cette procédure qui a convaincu le Conseil fédéral de modifier rapidement l'ordonnance en question, permettant de nouveau les manifestations de nature politique. «En tant que syndicat, notre devoir est de recourir à toute mesure de lutte quand les droits des salariés sont bafoués, y compris le recours aux instances judiciaires, comme dans ce

cas-là, poursuit la syndicaliste. Ainsi, à l'avenir, nous pourrons toujours faire valoir cette décision, nous pourrons rappeler que les autorités doivent faire très attention quant à la restriction des droits fondamentaux et nous n'hésiterons pas à poursuivre notre combat pour le droit de manifester qui est de plus en plus attaqué.» ■

# Des mesures pour soutenir la population

Face à l'inflation et au chômage qui guette, l'Union syndicale suisse demande au gouvernement de prendre des mesures en faveur du pouvoir d'achat et de l'emploi

**Manon Todesco**

A peine trois semaines après le début de la guerre en Ukraine, les premières retombées économiques se font déjà sentir en Suisse. Rien de comparable évidemment avec l'enfer vécu par les Ukrainiens, sur place ou les réfugiés, mais il est important de souligner que ce conflit aura des répercus-

sions dans le monde entier, et plus précisément sur les travailleurs. Dans un communiqué de presse daté du 14 mars, l'Union syndicale suisse (USS) dit soutenir l'engagement du Conseil fédéral en faveur de la fin de cette guerre avec les séparatistes pro-russes et la Russie, et elle demande en parallèle à celui-ci de prendre «rapidement» des mesures «efficaces» sur

le plan national pour doper le pouvoir d'achat et lutter contre le chômage. En effet, l'inflation est en nette hausse, la faute à la flambée des prix de l'énergie comme le gaz et l'essence. «Le prix du mazout s'est envolé à près de 190 francs pour 100 litres, ce qui constitue un record historique», note la faîtière, qui pense toutefois que demander la baisse des taxes sur les carburants et les combustibles fossiles est «prématuré», compte tenu de la «volatilité des prix et des objectifs de politique climatique».

## REVERSER MAINTENANT LA TAXE CO<sub>2</sub>

Que propose donc l'USS pour soulager les ménages en Suisse? Restituer à la population les recettes de la taxe CO<sub>2</sub> sur le mazout et le gaz, augmentée justement début 2022 (passant de 96 à 120 francs par tonne de CO<sub>2</sub>). Un moyen d'alléger «plus rapidement les budgets des ménages sans remettre en question les objectifs environnementaux et climatiques». Car, au quotidien pour les consommateurs, cette hausse de la taxe représente une augmentation d'environ 6 francs pour 100 litres de mazout et de 0,5 centime par kilowattheure de gaz. Et pour la Confédération, ce sont 300 millions de francs de recettes en plus. Le problème? La restitution aura lieu en 2023, un an après.

Il n'y a aucune raison pour que la Confédération ne redistribue pas immédiatement cet argent à la population, et ce d'autant plus avec la flambée actuelle des prix du pétrole et du gaz, revendique Daniel Lampart, économiste en chef de l'USS. Deux tiers des recettes sont destinés à la population et aux entreprises. Cela représente donc environ 200 millions de francs de pouvoir d'achat en plus. Si les recettes supplémentaires de la taxe sur le CO<sub>2</sub> sont rapidement reversées à la population, chaque personne recevra un peu plus de 20 francs. Pour une famille de quatre personnes, cela représente tout de même près de 100 francs.»

## EMPLOIS MENACÉS

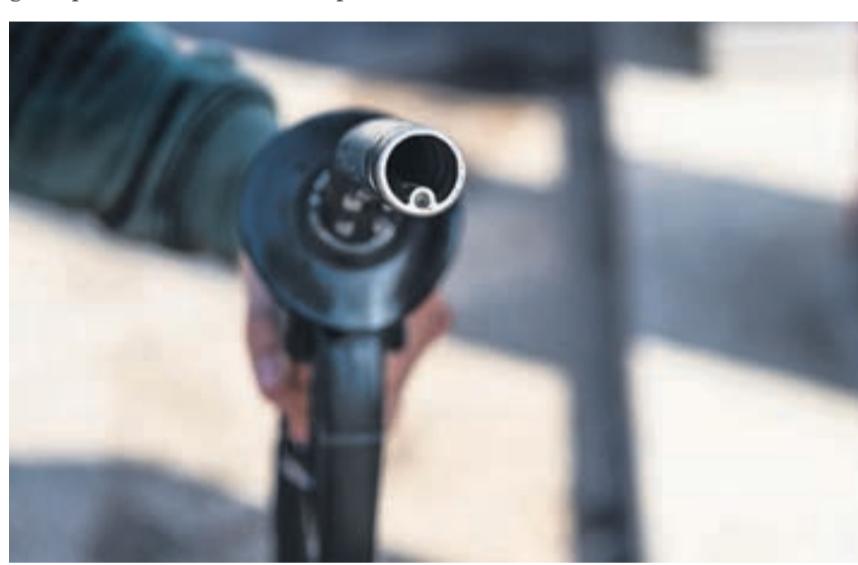
L'USS s'inquiète pour des secteurs tels que le tourisme ou le transport aérien, qui entamaient une reprise après deux années catastrophiques de Covid-19, et qui vont devoir se passer d'une partie de la clientèle asiatique et américaine qui préféreront rester à distance de l'Europe. Dans l'industrie, la hausse des prix des matériaux et le franc fort affecteront les carnets de commandes et les biens destinés à l'exportation. «Le chômage et les pertes de salaire menacent», alerte Daniel Lampart. Pour éviter cela, l'USS demande que les pro-

cédures simplifiées en matière de chômage partiel soient prolongées, alors qu'il est prévu qu'elles disparaissent dès la fin mars. «D'après les dernières informations, le département serait fermé à cette proposition qui a pourtant fait ses preuves durant la pandémie. Cela va constituer un vrai problème pour le tourisme et l'aviation, mais aussi le second œuvre qui voit des commandes annulées en raison des hausses de prix.»

## AGIR SUR LES SALAIRES

La faîtière syndicale insiste sur l'incertitude de la période que nous vivons. «La hausse des primes d'assurance maladie devrait venir s'ajouter au renchérissement à l'automne. Le cas échéant, d'autres mesures visant à renforcer le pouvoir d'achat pourraient se révéler nécessaires.» Ce n'est donc qu'un début...»

Pour faire face à cette pression sur le pouvoir d'achat, l'USS pense qu'il n'y a pas d'autre choix que d'entrer dans une logique d'augmentation des salaires, comme ce que l'on est en train d'observer en Allemagne par exemple. «Il est aussi important de finaliser rapidement un contre-projet solide à l'initiative pour le plafonnement des primes maladie.» ■



La flambée des prix des carburants et du combustible a déjà des répercussions sur les budgets des ménages.

**EN UN CLIN D'ŒIL**

## Solidarité avec l'Ukraine



Nouvelles mobilisations en Suisse romande à l'appel du Comité de solidarité avec le peuple ukrainien et les opposants russes à la guerre. Plus d'une vingtaine de personnes ont pris part le 17 mars dernier à une manifestation à Genève devant la Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Office des Nations Unies (photos). Elles se sont couchées sur la voie publique, simulant la mort, en hommage aux victimes du conflit. Dans un communiqué de presse, les organisateurs du rassemblement ont réitéré leur exigence, à savoir le retrait immédiat des forces d'agression russes du territoire ukrainien. Ils ont également réaffirmé leur soutien à la résistance de la population et à «la montée du mouvement populaire contre Poutine en Russie même».

La décision de l'ONU d'établir une commission d'enquête indépendante sur les violations du droit international humanitaire en vue de futurs procès a par ailleurs été saluée. Cinq jours plus tard, une protestation était également programmée à Lausanne, en marge du traditionnel Sommet sur les matières premières. Déjà actif dans les cantons de Genève et de Vaud, le Comité est désormais aussi présent à Fribourg. Sa mission, précisent des porte-paroles, vise à coordonner et à impulsiver des actions de solidarité et de mobilisation avec le peuple ukrainien et contre la guerre. Dans cet esprit, une manifestation nationale est programmée. Elle devrait avoir lieu le 2 avril prochain à 14h sur la Place fédérale à Berne. ■ SM/photos Olivier Vogelsang



Mon Logis coopérative d'habitation cherche pour sa gérance à Neuchâtel, une ou un

## RESPONSABLE DU SERVICE D'ENTRETIEN

### Vos tâches:

- Responsabilité du service d'entretien et de son personnel
- Contrôle et suivi de chantiers
- Etablissement de devis et rapports
- Travaux d'entretien
- Etats des lieux et remise d'appartements

### Votre profil:

- CFC de peintre avec plusieurs années d'expérience dans un poste à responsabilités
- Apte à diriger une équipe
- Maîtrise des outils informatiques courants
- Sens de l'organisation et capacité à travailler de manière autonome
- Maîtrise orale et écrite de la langue française
- Entregent et capacité de négociation

### Nous offrons:

- Une situation professionnelle stable et des conditions de travail avantageuses
- Un travail indépendant et varié au sein d'une petite équipe

### Entrée en fonction:

1er septembre 2022 ou date à convenir  
Si vous correspondez au profil recherché pour cet emploi et désirez travailler au sein d'une équipe dynamique, faites-nous parvenir votre offre de services, accompagnée des documents usuels jusqu'au 10 avril 2022 à Mon Logis, coopérative d'habitation, rue Pain-Blanc 1, 2000 Neuchâtel.

*Les dossiers seront traités de manière confidentielle.*

Mon Logis coopérative d'habitation cherche pour sa gérance à Neuchâtel, une ou un

### L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Place de la Riponne 4  
1005 Lausanne  
Tél. 021 321 14 64  
Fax 021 321 14 64  
redaction@evenement.ch  
www.evenement.ch

ÉDITEUR L'Événement syndical  
Syndicat Unia

PRESIDENT Yves Defferrard

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE Sonya Mermoud

ADMINISTRATEUR Nicolas Jacot

### JOURNALISTES

Sylviane Herranz, Sonya Mermoud, Aline Andrey, Manon Todesco, Jérôme Béguin

### COLLABORATEURS RÉGULIERS

Evelyne Brun, Vincent Di Silvestro Christophe Gallaz, Ambroise Héritier, David Prêtre, Jean-Claude Rennwald

### PHOTOGRAPHES

Thierry Porchet,  
Olivier Vogelsang

### ABONNEMENTS

39 éditions par an  
Abonnement annuel Fr. 60.-  
Abonnement de soutien Fr. 100.-  
abonnement@evenement.ch  
Publicité pub@evenement.ch

### CONCEPTION & MISE EN PAGES

Atoll "lots graphiques"  
Catherine Gavin

### IMPRESSION

Pressor SA, Delémont  
Tirage contrôlé 55 111 exemplaires

Unia est le plus grand syndicat de Suisse. Avec nos 180000 membres et 1200 employé-e-s, nous luttons pour des conditions de travail équitables et pour une Suisse sociale. Notre organisation est dynamique et combative. Vous aimeriez vous engager pour une bonne cause? Alors, faisons connaissance.

Rejoignez notre équipe de la région Neuchâtel de suite ou pour une date à convenir comme

## Syndicaliste – responsable d'équipe pour le secteur industrie à 80-100%

### Ce que vous faites bouger

Vous êtes en charge d'un secteur central dans le canton de Neuchâtel. Vous renforcez le mouvement syndical par le recrutement de nouveaux membres. Vous définissez, planifiez et coordonnez les activités et les campagnes de l'équipe. Vous développez des stratégies d'approche notamment dans les nouvelles branches industrielles. Avec l'équipe, vous organisez et soutenez les comités de branches et les assemblées de membres. Vous rencontrez le personnel sur son lieu de travail. Vous négociez de bonnes conditions de travail et vous contrôlez la bonne application des CCT. Vous êtes apte à solutionner des problèmes en droit du travail. Vous accueillez et conseillez le personnel lors de permanences syndicales. Vous formez nos membres pour qu'ils acquièrent les outils dont ils ont besoin.

### Ce que vous apportez

- Bonne connaissance du milieu de l'industrie neuchâteloise et plusieurs années d'expérience professionnelle dans le secteur ou dans un syndicat
- Vous êtes force de proposition et êtes capable de développer des stratégies et projets pour renforcer le mouvement syndical dans l'industrie
- Vous êtes à l'aise dans les contacts humains, avez une personnalité rassembleuse et convaincante et êtes en capacité de faire de nouveaux membres
- Vous avez déjà de l'expérience en matière d'encadrement d'équipe et faites preuve d'une grande polyvalence
- Vous êtes prêt-e à vous investir dans une association de manière active et avez une expérience militante avérée
- Vous savez gérer le stress et être flexible selon les besoins de l'organisation
- Vous êtes prêt-e à suivre les formations nécessaires au poste

### Ce que nous vous offrons

Unia vous garantit des conditions de travail modernes et de bonnes prestations sociales. Nous favorisons le travail à temps partiel, ce qui permet de concilier plus facilement la vie professionnelle et la vie familiale. Et votre potentiel de développement sera sûrement encouragé. Un climat d'estime mutuelle, collégial et animé vous attend.

### Êtes-vous intéressé-e?

N'hésitez pas à envoyer votre dossier de candidature complet avec la mention «Syndicaliste responsable d'équipe industrie» **jusqu'au 25 mars** par courriel à: stephane.noble@unia.ch

Pour tout complément d'information sur le poste, M. Stéphane Noble, Responsable RH et finances se tient à votre disposition au numéro de téléphone 032 729 22 20.

Ensemble  
pour de bonnes conditions de travail



**WWW.EVENEMENT.CH**



MEDECINS SANS FRONTIERES  
ÄRZTE OHNE GRENZEN

LE COURRIER

**L'information a un prix,  
son indépendance aussi**

**Offrez (-vous) un média engagé!**

**2 mois d'essai dès 19 Frs.**

lecourrier.ch | 022 809 55 55

# SOURCE D'INSPIRATION POUR LES POLITIQUES SOCIALES

Piloté par la HETSL, un Observatoire des précarités vient d'être créé, visant à comprendre les causes de la pauvreté pour mieux les combattre. Explications avec Alessandro Pelizzari, une des chevilles ouvrières du projet

**Sonya Mermoud**

Prémier du genre, un Observatoire des précarités a été créé dans la capitale vaudoise et sera fonctionnel dès le mois de mai. Celui-ci a vu le jour à l'initiative de la Haute Ecole de travail social et de la santé Lausanne (HETSL) et de ses partenaires. Il doit permettre de mieux identifier les facteurs de pauvreté – une personne sur six en est victime dans notre pays – afin de favoriser la recherche de mesures d'amélioration propres à la combattre. «Ce projet est lié aux conséquences du Covid-19. La pandémie a mis en lumière des inégalités et les situations de détresse particulièrement brutales et largement invisibles jusque-là. On se souvient tous de ces images choquantes de files de personnes patientant pour recevoir un sac de denrées alimentaires», explique Alessandro Pelizzari, directeur de la HETSL. «Nous avons alors souhaité, avec du recul, mieux comprendre la problématique, en répondant à la demande de nos partenaires de terrain, en premier lieu le Centre social protestant et Caritas, de créer un tel Observatoire. Aujourd'hui, plus d'une vingtaine d'organisations participent à la démarche, dont Unia», ajoute cet ancien syndicaliste, qui a occupé de nombreuses années le poste de secrétaire régional à Genève.

**À L'ABRI PAR BEAU TEMPS...**

La crise sanitaire a en effet fait basculer dans la pauvreté des milliers de personnes confrontées à la précarité. Des indépendants mal protégés, des employés touchant des salaires de misère, des familles monoparentales, dont nombre de femmes, des temporaires, des étudiants effectuant de petits jobs, des sans-abri, des migrants, des sans-papiers... Une population hétéroclite méconnue des institutions, car passée sous le radar des autorités et n'ap-

paraissant pas dans les statistiques fédérales. La raison tient notamment au fait qu'elle n'a pas recouru ou eu accès aux prestations sociales pour différents motifs: ignorance des droits, absence de permis de travail, etc. «Il s'agit essentiellement de gens qui développent des stratégies de survie qui résistent par beau temps mais non dans des situations extraordinaires. Aux facteurs de précarisation liés à leur parcours de vie se greffent d'autres extérieurs, politiques ceux-ci: logements à des prix inabordables, primes d'assurance maladie qui ont explosé, gardes extrafamiliales inaccessibles à cause de leurs coûts élevés», complète Alessandro Pelizzari. Dans ce contexte et afin de mieux appréhender des situations inédites, la création de l'Observatoire a pris tout son sens et a fait l'objet d'une réflexion novatrice. «Nous visons une réelle démarche participative qui intègre le savoir pratique des actrices et des acteurs de l'action sociale et de la santé et les compétences académiques de nos chercheuses et de nos chercheurs. En ce sens, nous sortons des sentiers battus de la recherche scientifique.» Constituée en espaces thématiques toujours en cours de définition – «accès au marché du travail, aux soins, à un toit, etc.» – la structure a pour mission d'identifier, de documenter et d'analyser les phénomènes de précarité.

**APPLICATION PRATIQUE**

«Nous espérons aussi intégrer dans la démarche les publics vulnérables eux-mêmes», ajoute le directeur de la HETSL, insistant sur la nécessité «de donner une voix à ceux que l'on écoute le moins». Outre sa vocation d'analyse, l'Observatoire se propose également d'être un lieu d'échanges et de rencontres pour ses partenaires, «veillant à croiser la diversité des regards et des compétences, aussi bien pra-

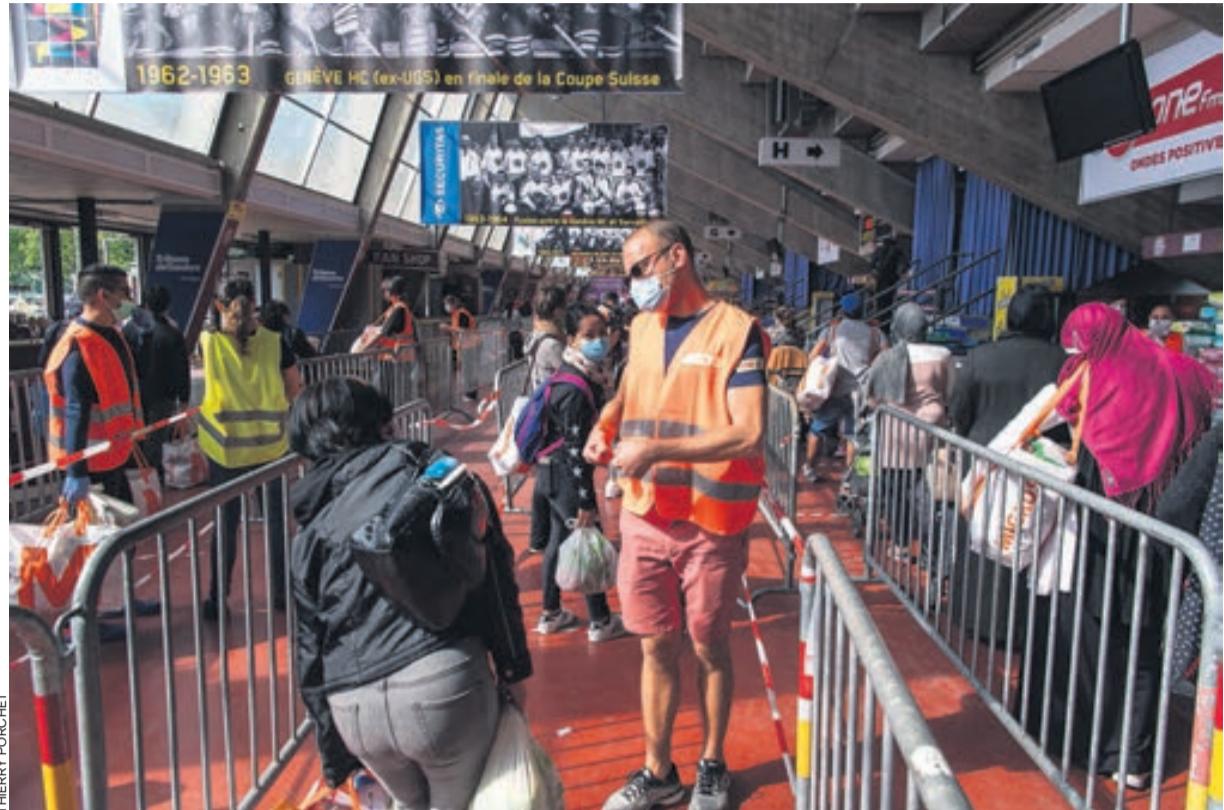
tiques, académiques et expérientielles autour du thème des précarités». Débats, journées d'études, organisation périodique d'assises... permettront de partager les résultats des travaux de recherche et d'alimenter ainsi le dialogue autour d'enjeux sociaux émergents. L'Observatoire entend encore offrir un accompagnement durable aux différentes institutions sur le front. La poursuite de cette mission comprend l'élaboration de programmes de formation continue – notamment des formations brèves – conçus en étroite collaboration avec les partenaires, en fonction des besoins professionnels et des thèmes d'actualité. Autant de buts qui, au final, doivent permettre aux autorités sanitaires et sociales d'améliorer leurs actions. «Nous sommes encore dans la gestion de la pandémie, mais il s'agit déjà d'en tirer les premières leçons et d'adapter les politiques sociales en conséquence. Nous espérons, avec l'Observatoire, les inspirer. Et être une ressource pour les personnes de terrain.»

**AVEC LES DENIERS DU CANTON**

Pour mener à bien ses objectifs, l'Observatoire a engagé deux adjointes scienti-

fiques. La responsabilité a été confiée à la professeure Emilie Rosenstein, spécialiste des politiques sociales et des précarités. Le financement de base de ce nouvel outil est assuré par le Canton, et il se développera à travers ses multiples partenariats et le financement par projets qu'ils permettront. Notons encore que, entré en fonction en juin 2020, le nouveau directeur dé-

fend une vision «engagée» de la HETSL dans la société. Un principe qu'il entend bien renforcer d'ici les années à venir, soucieux de lier la recherche et l'enseignement à un usage pratique au service des populations vulnérables et des professionnels qui travaillent à leurs côtés. «Par définition, une école sociale doit sortir de ses murs.» ■



L'Observatoire des précarités est lié aux conséquences de la pandémie qui, comme le souligne Alessandro Pelizzari, «a mis en lumière des inégalités et les situations de détresse particulièrement brutales et largement invisibles jusque-là». Comme ces files de personnes venues chercher des denrées de première nécessité en mai 2020 à Genève.

## Le National favorable à une norme pénale sur l'exploitation du travail

Une motion permettant de renforcer les instruments contre la traite des êtres humains a été adoptée début mars

**Jérôme Béguin**

Par 101 voix contre 80, le Conseil national a adopté le 2 mars une motion de Marianne Streiff (PEV/BE) visant à introduire une norme pénale consacrée à l'exploitation du travail relevant de la traite des êtres humains. «L'exploitation du travail est devenue, dans certaines branches, une réalité banale et lucrative. Une grande partie des cas passent inaperçus, car les instruments juridiques ne sont pas adaptés à la réalité», a plaidé la Bernoise. La motion votée invite le Conseil fédéral à inscrire dans le Code pénal une infraction distincte pour l'exploitation du travail. Les cas de traite sont en effet le plus souvent poursuivis pour usure ou contrainte. Cette norme spécifique pourrait faciliter l'identification des victimes, le travail d'enquête et l'administration des preuves.

Unia salue cette décision du National. «Le renforcement des instruments de procédure pénale est important non seulement pour donner les moyens aux autorités de poursuite déjà engagées d'agir dans de meilleures conditions, mais aussi afin d'attirer l'attention des autorités qui ne se sont pas encore donné la capacité de combattre les situations d'exploitation du travail en tant que traite. Sans poursuites efficaces, pas de lutte efficace», réagit Marie Saulnier Bloch, secrétaire migration d'Unia. Le Conseil des Etats doit encore se prononcer avant que le gouvernement ne concorde un nouvel article pénal. «Nous comptons maintenant sur le fait que les Etats aillent dans le même sens, conformément aux engagements de la Suisse contre la traite, et nous nous réjouissons par avance qu'une alliance intelligente assume ses responsabilités et soutienne la motion.»

Marie Saulnier Bloch souligne toutefois que les instruments pénaux, s'ils sont nécessaires, ne suffisent pas à la lutte contre la traite: «Le renforcement de la sensibilisation de tous les acteurs concernés, ainsi que la protection effective des victimes et des témoins restent fondamentaux.»

La traite à des fins d'exploitation du travail a lieu principalement dans la construction, l'économie domestique, les soins, le nettoyage, l'hôtellerie-restauration, les services à la personne et l'agriculture. Les criminels exploitent leurs victimes en les menaçant, en recourant à la contrainte ou en abusant de leur crédulité et de leur vulnérabilité. Unia s'engage contre ce fléau en s'impliquant pour la sensibilisation, la détection, la formation et la protection des victimes, des témoins et des secrétaires syndicaux. ■

## POING LEVÉ

### SOLIDARITÉ À DEUX VITESSES

**Par Manon Todesco**

**Voilà plus de trois semaines** que la guerre fait rage en Ukraine. Une guerre sale qui n'épargne pas les civils. Le bombardement du théâtre de Marioupol et de son hôpital pédiatrique, ou encore celui d'une centrale nucléaire a donné au monde entier des sueurs froides. D'après les derniers chiffres officiels, au moment où nous mettions sous presse, au moins 700 civils, dont une cinquantaine d'enfants, avaient perdu la vie, et plus de 1000 avaient été blessés. Pas étonnant que déjà 3,2 millions d'entre eux ont fui. Et c'est loin d'être fini. Au total, on estime qu'entre 7 et 10 millions d'Ukrainiens quitteront leur pays. Un défi migratoire que le continent n'a pas revécu depuis la Seconde Guerre mondiale.

**En Europe, l'élan de solidarité est inédit.** Du jamais-vu. Dans les pays voisins mais aussi plus lointains, la population se mobilise pour héberger des familles. Les dons s'organisent et sont acheminés aux frontières du conflit. La plupart des chefs d'Etat l'ont dit haut et fort: les réfugiés ukrainiens sont les bienvenus, c'est leur devoir de les accueillir dignement et ils en sont capables. Magnifique! En Suisse, depuis le 24 février, près de 8000 Ukrainiens ont déjà débarqué sur les 35 000 à 50 000 attendus. L'obtention d'un permis S leur est offerte, en moins de 24 heures. S'ils ont besoin de soins médicaux, on les leur prodigue. C'est l'Etat qui prend en charge. La situation est sous contrôle, selon le Secrétariat d'Etat aux migrations. Impeccable. En France, les contrôles aux frontières sont facilités, la SNCF a pris l'initiative de faire voyager les Ukrainiens gratuitement dans ses trains et d'autres entreprises ont été sollicitées pour participer à l'effort collectif. En Allemagne, les procédures d'obtention de l'asile et de permis de travail vont à vitesse grand V. Ici et ailleurs, les écoles s'organisent pour accueillir les jeunes Ukrainiens en mettant en place des dispositifs spéciaux.

**Cette générosité met du baume au cœur**, car c'est exactement comme cela qu'il faut traiter des réfugiés. Des gens comme nous et comme d'autres, qui n'ont rien demandé, et se retrouvent du jour au lendemain menacés par des bombes. Mais elle donne aussi la nausée. Comment expliquer qu'on soit capables d'accueillir la misère ukrainienne avec autant de moyens et de bienveillance, et pas les autres? Pourquoi quand il s'agit de la Syrie, de l'Afghanistan ou de l'Erythrée, on parle de migrants et plus de réfugiés? Pourquoi, quand la guerre a éclaté en Syrie, il y a onze ans, il a été aussi difficile d'absorber 1,5 million de Syriens en Europe? Il n'est pas question ici de se diviser, au contraire, mais il est quand même flagrant de constater qu'il y a les bons et les mauvais réfugiés. Ils ont tous vécu la guerre ou la misère, et il est de notre devoir de TOUS les accueillir de la meilleure des manières, afin de leur offrir un nouveau départ. Sans distinction d'origine, de couleur ou de religion. ■

# LE PLASTIQUE, DE FIL EN AIGUILLE

Entre artisanat à base de matériaux de récupération, sensibilisation et liens multigénérationnels et interculturels, l'association Tricorchet à Genève tisse une toile vertueuse pour lutter contre la pollution

**Texte Aline Andrey**  
Photos Olivier Vogelsang

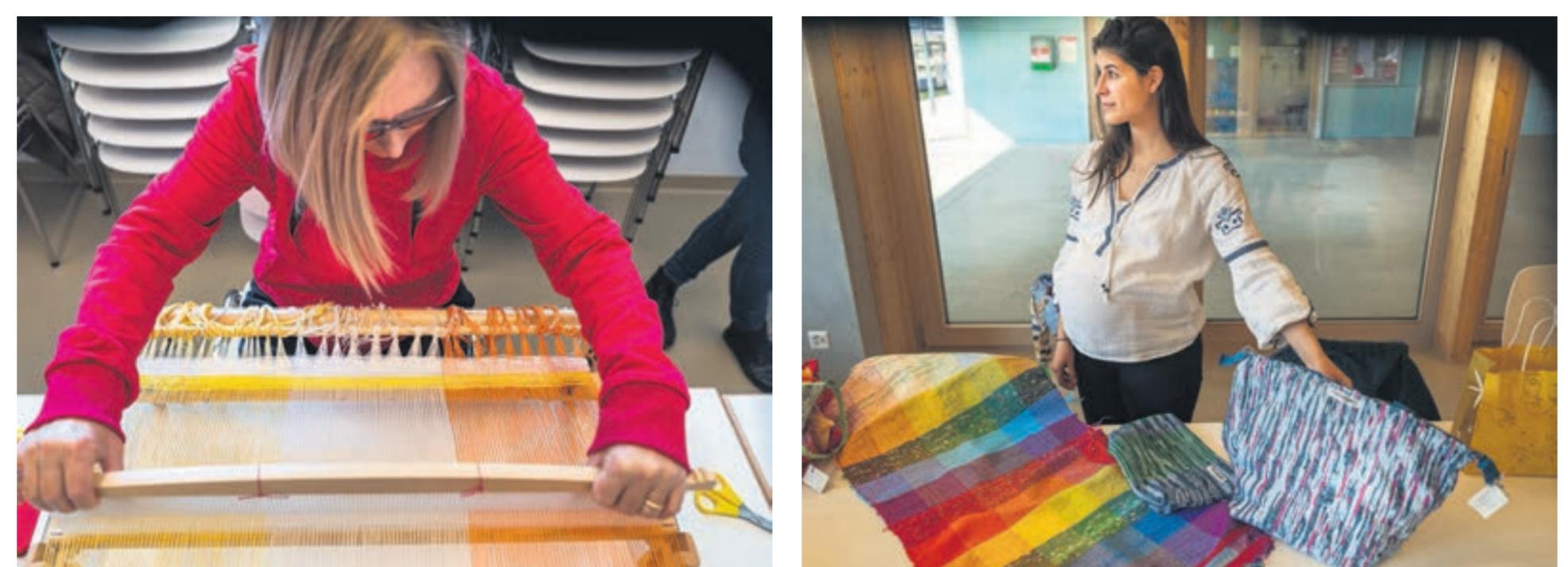
**L'**histoire de Tricorchet commence en Equateur, il y a une dizaine d'années. La Colombienne, habitante de Genève, Lina Sandoval, alors étudiante en géographie, découvre avec stupéfaction des villages au sein d'un pays naturel pollué par des sachets en plastique venus d'ailleurs, charriés par le vent et les rivières. En écho, elle apprend que sa grand-mère crochétait déjà le plastique pour en faire des sacs. De fil en aiguille, et à son retour en Suisse, elle crée un projet d'artisanat et de sensibilisation qui remporte le deuxième prix IDDEA - Idées de développement durable pour les entreprises d'avenir - en 2013. Tricorchet se développe alors avec la mise en place d'ateliers pédagogiques dans les écoles et les entreprises, ainsi que de couture et d'autres créations, à l'image de celui qui se déroule à la Maison de quartier de Lancy en ce 7 mars 2022. Après deux ans de Covid, qui ont obligé l'association à réduire son accueil, Tricorchet est en plein redémarrage pour offrir à toute personne intéressée un lieu de formation et de liens intergénérationnels et interculturels.

## TISSER POUR SENSIBILISER

En ce lundi après-midi, beaucoup de retraitées sont présentes, ainsi qu'une jeune réfugiée érythréenne, Susana Alzate, responsable de l'association, les accueille chaleureusement. Les participantes installent les métiers à tisser et sortent de leur armoire les sachets en plastique récupérés ou reçus, mais aussi les chutes de tissus, les toiles de parapluies et de parachutes, ainsi que des bâches publicitaires. Le travail est varié, l'ambiance chaleureuse, détendue malgré une concentration palpable, nécessaire pour réaliser une œuvre de qualité. «On n'est pas une entreprise. On fait les choses en prenant le temps, précise en souriant Maria Contreras, l'animatrice. Il faut être zen. C'est comme une méditation.» A ses



Les activités de l'atelier sont très variées. Ici, les participantes confectionnent des sacs en tissus recyclés pour une épicerie en vrac.



Sachets en plastique, toiles de parapluies, de parachutes: la matière est récupérée puis découpée en fines lanières avant le tissage proprement dit. Tout commence par la préparation du métier à tisser, avec une trame de fils en coton. Après la confection des bandelettes plastiques, place au tissage. La toile ainsi réalisée sera utilisée pour créer sacs, trousse et autres objets.

un parcours analogue d'intégration, entre l'Espagne et la Suisse, avec plusieurs métiers à son actif, dont celui de serveuse. «Quand mes enfants ont commencé l'école, j'avais envie de me reconvertis, et comme la récup' est au cœur de ma vie, cet atelier était fait pour moi!»

En pleine confection de cordelettes, Winta, d'Erythrée, résume avec clarté ce que lui apporte l'atelier: «Depuis un an, j'apprends la langue et à coudre. J'aime mes amies et la matière.» Ketty, quant à elle, montre l'un de ses sacs, avec le sourire. «Je suis fière», dit-elle simplement. L'estime de soi devient ainsi partie prenante d'une écologie intérieure. Patricia, à la machine à coudre, raconte: «Je suis à la retraite anticipée depuis un an et j'ai envie de me sentir utile. En plus, le travail créatif m'a toujours enchantée.»

## DIMINUER LA CONSOMMATION

Derrière elle, Angelina confectionne des sacs avec des bâches publicitaires récupérées et, en guise de lanières, des chambres à air de vélo ou des ceintures de karaté. «Ici, on permet au sac plastique d'avoir une deuxième vie. S'il va finir par polluer, ce sera au moins un peu plus tard.» D'où l'importance de diminuer la consommation et la production de ce matériau au recyclage difficile. «Depuis quelque temps, on ne crochète plus le plastique, car on s'est rendu compte qu'il y avait trop de risques liés aux produits chimiques. En tissant, le plastique est moins en contact de la peau», souligne Susana

Plus d'informations sur: [tricorchet.ch](http://tricorchet.ch)

Alzate, qui cultive une écologie du zéro déchet, mais toujours dans le respect de l'humain. «La sauvegarde de l'environnement va de pair avec l'intégration sociale et culturelle. A l'avenir, nous aimerais aussi développer des accessoires, des vêtements, des bijoux avec des fibres organiques composites. Et de préconiser les goutters faits maison en montrant de la main les gâteaux aménés pour la pause. Ainsi que les éponges naturelles à côté de l'évier. Une éponge qui contient du plastique perd peu à peu de sa substance. De l'évier, cela passe dans les rivières, les lacs, les mers... On dénombre déjà cinq gres de plastique (tourbillons où se concentrent les déchets, *ndl*) dans les océans. C'est un septième continent! La chaîne alimentaire, polluée à tous les échelons, fait que nous mangeons tous l'équivalent d'une carte de crédit de plastique par semaine! Les femmes sont, de plus, particulièrement exposées, car les serviettes hygiéniques et les tampons, ainsi que le maquillage en contiennent.» Le ventre rond, à quelques semaines de donner naissance, Susana Alzate a déjà choisi l'option des couches lavables: «Mais il faut éviter à tout prix les discours culpabilisants. A chacun de changer ce qu'il peut, à son rythme.» ■

# Un traité «historique» pour mettre fin à la pollution plastique

Début mars, 175 Etats ont décidé d'élaborer un accord international juridiquement contraignant dans les deux ans à venir contre les plastiques à usage unique

**Texte Aline Andrey**

**D**ébut mars, une décision «historique» a été entérinée par l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement. Chefs d'Etat, ministres de l'environnement et autres représentants de 175 Etats ont approuvé à Nairobi, une résolution «visant à mettre fin à la pollution plastique et à élaborer un accord international juridiquement contraignant d'ici à 2024». Le texte porte sur l'ensemble du cycle de vie du plastique, de sa production à son élimination en passant par son utilisation. Un comité intergouvernemental de négociation (CIN) va ainsi commencer ses travaux. «Ce jour marque le triomphe de la planète Terre sur les plastiques à usage unique. Il s'agit de l'accord multilatéral sur l'environnement le plus important depuis l'accord de Paris», a déclaré Inger Andersen, directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Celui-ci, dans un communiqué, souligne qu'en parallèle, il travaillera «avec tous les gouvernements et les entreprises qui le souhaitent, tout au long de la chaîne de production, pour abandonner les plastiques à usage unique, ainsi que pour mobiliser les financements privés et supprimer les obstacles aux investissements dans la recherche et dans une nouvelle économie circulaire».

## POLLUTION MASSIVE

Or, le temps presse. La production de plastique est passée de 2 millions de tonnes, en 1950, à 460 millions en 2019. Moins de 10% des déchets sont actuellement recyclés et 22%

abandonnés dans des décharges sauvages, brûlés à ciel ouvert ou rejetés dans l'environnement, selon des estimations de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Le PNUE souligne les risques pour la santé, mais aussi «les impacts de la production et de la pollution du plastique sur la triple crise planétaire du changement climatique, de l'éfondrement de la biodiversité et de la pollution. Avec quelque 11 millions de tonnes de déchets plastiques qui se déversent chaque année dans les océans, plus de 800 espèces marines et côtières sont affectées...» L'organisation promeut donc le passage à une économie circulaire qui pourra réduire «de plus de 80% le volume de plastique entrant dans les océans d'ici à 2040, réduire de 55% la production de plastique vierge, faire économiser 70 milliards de dollars aux gouvernements d'ici à 2040, réduire de 25% les émissions de gaz à effet de serre et créer 700 000 emplois supplémentaires, principalement dans les pays du Sud».

## RAPPORT DU GIEC ALARMANT

«C'est un recueil de la souffrance humaine et une accusation accablante envers l'échec des dirigeants dans la lutte contre les changements climatiques.» Cette phrase n'est pas celle d'un militant de la grève du climat ou d'Extinction Rebellion, mais du secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), António Guterres, à la suite de la publication du dernier rapport du GIEC (rédigé par 270 scientifiques à partir de l'analyse de 34 000 études). Fin février, dans un message vidéo, il dénonce: «Près de la moitié de l'humanité vit dans la zone de danger - aujourd'hui et maintenant. De nombreux écosystèmes ont atteint le point de non-retour.» Pour le chef de l'ONU, le rapport éclaire deux vérités essentielles: «La première est que le charbon et les autres combustibles fossiles éoufflent l'humanité. La deuxième, un peu plus positive, est que l'investissement dans l'adaptation aux changements climatiques sauve des vies.» Or, selon lui, les financements, et les engagements pris pour renforcer l'aide aux pays en développement en matière d'adaptation, sont «clairement insuffisants». «Perdre du temps, c'est périr», a-t-il encore souligné, rappelant que «chaque fraction de degré compte». Le GIEC alerte notamment sur le fait que le réchauffement va plus vite que les mesures bien trop faibles, voire contre-productives, mises en place par les gouvernements. ■



Des millions de tonnes de plastique sont déversées chaque année dans les océans ou rejetées dans l'environnement, avec les risques pour la santé et la biodiversité que cela représente. Ici, des enfants jouant sur une plage envahie de plastique à Manille.

## BRÈVES

### LA SUISSE VIT AUX DÉPENS DES AUTRES

Le 15 mars, déjà, la Suisse a atteint la quantité maximale annuelle de CO<sub>2</sub> qu'elle peut émettre afin de limiter le réchauffement à 1,5 °C comme elle s'y est engagée. Dans une lettre ouverte, les œuvres d'entraide Action de Carême, l'EPER et l'Etre partenaire demandent donc au Conseil fédéral et au Parlement des objectifs climatiques ambitieux, tels que le désinvestissement des énergies fossiles par la BNS et les caisses de pension, une loi sur le CO<sub>2</sub> plus pertinente et l'inscription dans le contre-projet indirect à l'initiative pour les glaciers de l'objectif zéro émission net d'ici à 2040 (et non 2050). En Suisse, chaque habitant est responsable de l'émission de 14 tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> par an, soit plus du double de la moyenne mondiale. Les ONG soulignent que leurs partenaires dans les pays du Sud sont confrontés chaque jour aux conséquences des changements climatiques, alors qu'ils n'en sont pas responsables. «La sécheresse et la famine qui s'est ensuivie à Madagascar ou encore le terrible typhon qui a frappé les Philippines ne sont que deux exemples récents du phénomène», écrivent-elles dans leur missive du 8 mars. Se référant au dernier rapport du GIEC, Stefan Salzmann, responsable du programme Energie et justice climatique chez Action de Carême, estime: «Les personnes en situation de pauvreté ne sont pas en mesure de s'adapter complument au réchauffement, ce qui met en danger leur sécurité alimentaire. Les responsables de la crise climatique ont ainsi l'obligation morale de les soutenir.» Pour les ONG, la Suisse doit donc augmenter ses crédits pour le développement et ses contributions pour financer la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation aux changements climatiques dans les pays défavorisés. ■ AA

Pour davantage d'informations, aller sur: [justiceclimatique.ch](http://justiceclimatique.ch)

### POUR UNE ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Si tous les vêtements de Suisse étaient portés trois ans de plus, il serait possible d'économiser 1,5 million de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>, soit la même quantité émise par une voiture qui ferait 186 000 fois le tour du monde (7,4 milliards de kilomètres)! Autre exemple, avec les smartphones: si on les utilisait trois ans de plus, l'économie de gaz à effet de serre correspondrait à 11 400 tours du monde en voiture! «Prolonger la durée d'utilisation des produits de consommation tels que machines à laver, smartphones, vêtements et meubles contribue grandement à la protection du climat», selon Greenpeace Suisse, qui a mandaté le bureau d'études Infras pour cette analyse. L'ONG appelle donc à la promotion d'une véritable économie circulaire et d'un droit à la réparation des objets. «Infras estime qu'une réduction de l'empreinte carbone suisse entre 1,8 à 4 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> est possible, si tous les produits de consommation en Suisse sont utilisés un à trois ans de plus. A titre de comparaison, le recyclage du PET a permis d'économiser 137 000 tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> en 2020. Dans cette optique, le recyclage, l'incinération et la mise en décharge deviennent des solutions de dernier recours, car ils ont pour conséquence une perte d'énergie et de matières premières. Le partage, la réutilisation, la réparation et le reconditionnement sont, quant à eux, de première importance. C'est maintenant aux autorités politiques d'agir. Par le biais d'une pétition, Greenpeace demande qu'un droit à la réparation soitancré dans la Loi sur la protection de l'environnement (LPE) actuellement en révision. Elle demande, entre autres mesures, de garantir la mise sur le marché de produits réparables, d'interdire l'obsolescence programmée, d'assurer un accès aux informations techniques aux pièces de recharge à un prix abordable, d'encourager une culture du réparable. ■ AA

Pétition pour un droit à la réparation sur: [greenpeace.ch/fr/agir/droit-reparation](http://greenpeace.ch/fr/agir/droit-reparation)

# VALAIS SALAIRES MINIMUMS AMÉLIORÉS POUR LES HORLOGERS DU CANTON

Sonya Mermoud

**L**es négociations salariales entre les associations patronales signataires de la Convention collective de travail (CCT) de l'horlogerie et de la microtechnique suisse et Unia ont ré-



THIERRY PORCHET

cemment débouché sur un accord en Valais. Ce dernier prévoit une augmentation des salaires minimums mensuels des horlogers valaisans selon leurs qualifications. La rémunération plancher des employés sans formation augmente de 1,68%, atteignant 3630 francs, celle

des personnes titulaires d'une attestation fédérale de formation professionnelle (AFP), de 1,48%, soit 4100 francs. Le salaire minimum du personnel qualifié avec CFC est revalorisé de 1,32%, s'élevant ainsi à 4580 francs. Les salaires réels sont par ailleurs indexés au coût de la vie - comme négocié en septembre dernier déjà - selon deux modes de hausses pratiqués dans cette branche: soit une majoration de 49 francs pour tous, soit de 0,9% pour les salaires se montant entre 4330 francs et 6496 francs. «Pour tous les salaires inférieurs et supérieurs à cette fourchette, note encore Unia dans un communiqué, l'allocation est de 39 francs, respectivement de 58 francs.»

Si les pourparlers ont abouti, Blaise Carron, secrétaire régional d'Unia Valais espère néanmoins que, dans le cadre du renouvellement de la CCT du domaine, les salaires minimums comme réels feront l'objet «d'améliorations substantielles». «Le secteur de l'horlogerie dégage de gros bénéfices. On se heurte à un problème de redistribution des richesses.» ■

## DELÉMONT L'EXPO «AU COEUR DE L'APPRENTISSAGE» AU SALON DE LA FORMATION



HEPP/CHRISTOPHE CHAMARTIN  
L'exposition «Au cœur de l'apprentissage» fait escale à Delémont depuis aujourd'hui mercredi 23 mars jusqu'à dimanche. Cette exposition, lancée il y a deux ans, propose au public de se plonger dans le monde de l'apprentissage dual en entreprise, de l'embauche à l'obtention du diplôme. Chiffres et témoignages d'apprentis et de formateurs à l'appui, elle informe sur les enjeux, les tensions et les défis liés à l'apprentissage en Suisse. Des documents historiques et des graphiques jalonnent le parcours, ainsi que des dispositifs interactifs invitant les visiteurs à la réflexion. L'exposition a déjà été présentée à Martigny, Lausanne et Fribourg. Elle est le fruit d'une collaboration entre la Haute école fédérale en formation professionnelle, le Collège du travail de Genève et d'autres organismes. A découvrir du 23 au 27 mars au Salon interjurassien de la formation à Delémont. ■ L'ES

Salon interjurassien de la formation, stand E38, rue Emile-Boéchat 60, Delémont. Heures d'ouverture: mercredi 23 mars de 8h à 17h; jeudi et vendredi 24 et 25 mars de 8h à 20h; samedi 26 mars de 9h à 18h; dimanche 27 mars de 10h à 16h. Entrée libre.

## AGENDA UNIA

### BIENNE

#### HORAIRES DES SECRÉTARIATS

**Bienne:** pour connaître les heures d'ouverture du secrétariat et de la caisse de chômage, merci d'appeler le 032 329 33 33.

**Granges-Longeau:** pour connaître les heures d'ouverture, merci de contacter le 032 653 01 11.

**Lys:** le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33.

Autres informations sur bienne-soleure.unia.ch

### FRIBOURG

#### PERMANENCES

Dans la région Fribourg, la permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch

En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique. Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

### GENÈVE

#### HORAIRES DU SECRÉTARIAT

Nous sommes ouverts le lundi de 14h à 18h, et les mardi, jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h. Les permanences restent sur rendez-vous (à fixer au guichet ou par téléphone au numéro ci-dessous). Les adhésions pouvant être réalisées à nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil à se présenter dans nos locaux. Permanence téléphonique du mardi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h au 0848 949 120.

#### CAISSE DE CHÔMAGE

**Réception:** rue des Gares 12, 1201 Genève (inscriptions et formulaires).

**Guichets:** De 9h à 12h et de 14h à 17h, sauf le lundi matin.

**Permanence téléphonique:** 058 332 11 32. De 8h à 12h et de 13h30 à 17h, sauf le mercredi après-midi.

Contact par email ou envoi des documents: sans-emploi.ch/espace-client

Formulaires U1: geneve.pdu1@unia.ch

Aucune obligation d'affiliation au syndicat.

#### PERMANENCE PAPYRUS

Les permanences «Papyrus» sont désormais réservées uniquement aux membres d'Unia affiliés depuis au moins trois mois. Des rendez-vous sont possibles le mercredi entre 14h et 18h. Pour plus d'informations, écrivez à geneve@unia.ch ouappelez le 0848 949 120.

### NEUCHÂTEL

#### HORAIRES DES SECRÉTARIATS

**La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel**  
**Permanences syndicales:** lundi, mercredi et jeudi de 15h à 18h.

**Ouverture des secrétariats:** du lundi au jeudi de 10h à 12h et de 15h à 18h et le vendredi de 10h à 12h.

**Fleurier**

**Permanences syndicales les Jeudis à Fleurier:** de 13h à 18h tous les 15 jours.

#### Ouverture du secrétariat

Vendredi de 9h30 à 12h.

#### Le Locle

Le secrétariat est fermé jusqu'à nouvel avis. **Permanence téléphonique pour toute la région:** du lundi au vendredi de 10h à 12h et du lundi au jeudi de 14h à 18h. 0848 203 090.

#### MAÇONS

**Rappel: Assemblée générale des maçons neuchâtelois**

L'année 2022 est une année très importante pour les maçons car la Convention nationale sera discutée et ses droits mis en discussion. Il est capital de se tenir mobilisé durant toute l'année. Les négociations débutent. Du côté des travailleurs, nos revendications ont été déterminées démocratiquement à la suite de l'enquête menée dans toute la Suisse. Les patrons viennent de transmettre les leurs. Et nous sommes inquiets.

**Le mercredi 23 mars à 19h** au Centre portugais de Neuchâtel, route des Falaises 21. Repas en commun à l'issue de l'assemblée.

Inscriptions par SMS au 079 673 77 91 ou par courriel à neuchatel@unia.ch

### TRANSJURANE

#### HORAIRES

#### PERMANENCES SYNDICALES

**Delémont:** lundi et jeudi de 14h30 à 18h.

**Porrentruy:** lundi de 14h30 à 18h.

**Saint-Imier:** mardi de 14h30 à 18h. Jeudi, permanence administrative, de 14h30 à 18h.

**Tavannes:** lundi de 14h30 à 18h.

**Permanence téléphonique:** 0848 421 600, lundi au jeudi de 14h30 à 17h30 et vendredi de 9h à 12h.

#### PERMANENCES CAISSE DE CHÔMAGE

Attention, les horaires sont modifiés depuis le 1<sup>er</sup> mars. En cas de question, appelez le 058 332 11 32.

**Delémont:** lundi, mercredi et vendredi matin de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h.

**Moutier:** mercredi après-midi, de 14h à 17h.

**Porrentruy:** lundi après-midi de 14h à 17h; jeudi matin, de 9h à 11h30.

**Saint-Imier:** mardi et jeudi de 14h à 17h.

**Tavannes:** lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi matin, de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h.

**Permanence téléphonique:** 058 332 11 32.

### VALAIS

#### HORAIRES DES SECRÉTARIATS

#### SYNDICAT

**Téléphone:** 027 602 60 00 de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30.

**Ouverture des guichets:** lundi, mercredi et vendredi.

**Sion, Sierre, Martigny:** de 8h30 à 11h30.

**Monthei:** de 9h30 à 11h30.

#### PERMANENCES DU SOIR

**Sierre:** lundi de 17h à 19h.

#### Monthey: mardi de 17h à 19h.

**Sion:** jeudi de 17h à 19h.

**Martigny:** jeudi de 17h à 19h.

#### CAISSE DE CHÔMAGE

**Téléphone:** 058 332 11 32.

Du lundi au vendredi: de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h.

#### Ouverture des guichets:

Martigny, Monthey, Sierre, Sion

Lundi et mardi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30.

Mercredi de 8h30 à 11h30.

Jeudi et vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30.

### VAUD

#### HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Les secrétariats de Lausanne, Nyon, Yverdon, Vevey et du Sentier ont un numéro de téléphone commun. Vous pouvez les contacter au 0848 606 606 ou au 0041 848 606 606 depuis la France.

Les permanences des secrétariats ci-dessous se font uniquement sur rendez-vous. Elles ont lieu les lundi, mardi et jeudi de 14h à 18h.

Pour les autres secrétariats, renseignez-vous par téléphone.

#### Horaires téléphoniques:

Lundi à vendredi matin de 8h30 à 12h.

Lundi après-midi de 13h30 à 17h.

Mardi et jeudi de 13h30 à 18h.

Mercredi après-midi fermé.

Vendredi après-midi de 13h30 à 16h.

#### CAISSE DE CHÔMAGE

**Lausanne, Vevey, Aigle, Morges, Nyon, Crissier, Yverdon, Payerne, Le Sentier**

En lieu et place de l'envoi d'e-mails, les demandeurs d'emploi doivent désormais contacter la caisse de chômage au moyen du formulaire de contact internet disponible sur la page d'accueil [sans-emploi.ch](#). L'objectif de ce formulaire est de fournir des réponses à de nombreuses questions via la FAQ, il permet d'éviter de l'attente au téléphone et fluidifie le traitement. Le formulaire permet en outre de télécharger les documents manquants directement sur cette page. Nous restons évidemment accessibles aux assurés par téléphone au 058 332 11 32 (numéro unique pour la Suisse Romande).

### LAUSANNE

#### GROUPE DES RETRAITÉS

#### Invitation à l'assemblée générale

Le comité du groupe d'intérêts invite tous les retraités ou pré-retraités de la section de Lausanne à participer à l'assemblée générale statutaire du groupe qui aura lieu: le mercredi 30 mars à 14h (ouverture des portes à 13h45)

à la Maison du peuple, salle Jean-Villard Gilles, place Chauderon 5 à Lausanne. A l'ordre du jour:

**1. Salutations et communications. 2. Interventions du président et du coordinateur du secrétariat.**

**3. Nomination du nouveau comité. 4. Nomination du président. 5. Activités 2022. 6. Divers.**

Une verrée sera servie après l'assemblée.

Nous comptons sur votre présence à toutes et à tous et vous présentons nos cordiales salutations.

*Pour le comité: Luigi Gilardoni, président.*

## COMMUNIQUÉ

### LES CFF SE DOIVENT D'ÊTRE PLUS ATTRACTIFS POUR RECRUTER DU PERSONNEL

Les CFF ont présenté leurs chiffres 2021 marqués par la pandém

# «DES VIES ONT ÉTÉ BRISÉES PAR CETTE RÉPRESSION ANTISYNDICALE»

Licenciements antisyndicaux, santé au travail, défense des emplois ou encore lutte pour améliorer les CCT et économie de plateforme étaient au cœur des résolutions adoptées fin février au congrès d'Unia

## Textes Sylviane Herranz

**L**ors du troisième jour du congrès d'Unia qui s'est déroulé le 26 février à Bienn, plusieurs résolutions présentées par les instances régionales ont été adoptées. Les 206 déléguées et délégués avaient auparavant débattu et approuvé quatre textes d'orientation du syndicat pour les années à venir et décidé de proposer à l'Union syndicale suisse (USS) le lancement d'une initiative pour une protection élargie contre les licenciements\*. C'est aussi autour de cette problématique que portait la première résolution soumise à la discussion. Christian Weber, président d'Unia Neuchâtel, a défendu le projet. Il a rappelé la répression contre les délégués syndicaux, notamment celle qui s'est abattue en 2019 sur un jeune horloger de la vallée de Joux. «Il était porté par son enthousiasme. Pourquoi le syndicat lui avait-il proposé la discréption? Pourquoi demande-t-on à un délégué syndical de ne pas se faire remarquer? Les travailleurs n'osent pas dire qu'ils sont syndiqués, ils ont intégré l'antisyndicalisme patronal. Ce jeune délégué a été congédié après sept ans dans l'entreprise et il n'a pas été possible de prouver que c'était un licenciement antisyndical. Pourquoi c'est à nous d'apporter les preuves? Et pas au patron de prouver le contraire?» a interrogé le syndicaliste. Christian Weber a aussi fustigé l'absence d'informations sur la médiation entre l'USS, le patronat et le Conseil fédéral, débutée en 2019 et qui devait durer une année. Cette médiation avait été entamée en échange du retrait de la Suisse de la liste noire de l'Organisation internationale du travail (OIT), où elle avait été placée – à côté de la Grèce et de la Biélorussie – en raison du non-respect des droits syndicaux. «Nous demandons à notre comité directeur pourquoi nous n'avons pas de nouvelles. Des vies ont été brisées par cette répression antisyndicale», a-t-il souligné. «Le congrès de Lausanne de 2010 avait déjà adopté une résolution sur la question et rien n'a été entrepris», a déploré pour sa part Ali Korkmaz d'Unia Vaud. A l'unanimité, les

délégués ont adopté la résolution qui revendique une protection efficace et étendue contre le licenciement des représentants des travailleurs, la nullité d'un tel congé, l'interdiction de licencier un délégué pour «motifs économiques», une protection des délégués et des candidats à une représentation du personnel d'au moins un an après la fin de leur mandat. La résolution réclame également que cette question soit abordée lors de tout renouvellement de conventions collectives, que les pratiques antisyndicales fassent l'objet de poursuites pénales et de dénonciations publiques. Dernière exigence: «Les discussions entre l'USS, le patronat et le Conseil fédéral doivent être publiques, et les travailleuses et les travailleurs doivent être tenus au courant de l'avancée de celles-ci.»

## «L'HUMAIN AVANT LE PROFIT»

Deux autres résolutions ont abordé la problématique de la santé. «L'humain avant le profit» a plaidé Vanessa d'Unia Neuchâtel, qui présentait le premier texte. Elle est revenue sur la pandémie qui a révélé les inégalités, avec «un petit groupe de capitalistes qui s'enrichit sur le dos de la majorité». Une situation qui, comme l'indique la résolution, est la suite logique de trente années «de folle course aux profits et d'idéologie néolibérale» qui «affaiblit notre système de santé publique et notre sécurité sociale» et creuse les fossés sociaux. «On entend qu'à cause d'un travail, une personne est épuisée, une femme harcelée, un salarié traité comme un numéro. L'atteinte à la santé est normalement du ressort du pénal, sauf dans le business!» s'est indignée Vanessa, sous les applaudissements de la salle. Intitulée «La santé, noyau de la dignité des travailleurs», la résolution demande notamment d'investir dans les soins, la prévention et qu'il y ait une tolérance zéro en matière de santé au travail. Elle a été adoptée à l'unanimité. Un autre texte «Coûts de la santé: budget des ménages en danger», a aussi été approuvé. Proposé par Unia Vaud, il appelle à une vraie politique de prévention de la santé au travail, à la création d'un indice des prix intégrant l'évolution des coûts



Enfin réunis! Les deux premiers jours du 4<sup>e</sup> congrès ordinaire d'Unia s'étaient déroulés en juin 2021 en visioconférence, Covid oblige. Pour sa troisième journée, le Palais des congrès de Bienn a accueilli les 206 déléguées et délégués des régions d'Unia et des groupes d'intérêts. Une salle attentive, et de nombreuses interventions à la clé.

de la santé et à la prise en charge systématique d'une partie des primes maladie par les entreprises.

## «DE BONNES CCT NE TOMBENT PAS DU CIEL DU JOUR AU LENDEMAIN»

«Garantir les ressources publiques, les prestations et la création d'emplois»: la troisième résolution présentée par Unia Neuchâtel a, elle aussi, passé la rampe. Soucieux des risques pour les emplois locaux et des dernières réformes fiscales générant l'austérité budgétaire, le texte postule que «la préservation du financement des prestations à la population, le renforcement de la progressivité de l'impôt et la réduction de la concurrence fiscale intercantonale» doivent être développés dans les campagnes politiques d'Unia tant au niveau cantonal que national. Le congrès a encore approuvé deux autres résolutions. L'une, émanant de la Région Tessin, demande que les salariés participent aux négociations des CCT, qu'ils fassent systématiquement partie des négociations et que tout accord soit soumis à la base concernée, avec un temps de consultation suffisant. L'autre, proposée par les Arts et métiers, plaide pour un renforcement des CCT par les luttes. Listant les revendications des travailleurs du secteur et les résultats obtenus dans certaines branches, le texte rappelle que «de bonnes CCT ne tombent pas du ciel du jour au lendemain» mais sont le fruit de décennies de lutte et de solidarité. Plébiscitée par le congrès, la résolution conclut: «Nous saluons aujourd'hui avec admiration nos collègues des soins, de la logistique ou en-

core de la vente qui se lèvent partout dans le pays et leur disons avec patience et détermination: la lutte syndicale finit toujours par payer! *Uniti siamo forti!*»

Avant d'aborder la seule résolution ayant suscité des désaccords, soit celle contre la guerre\*, une résolution en lien avec le conflit chez Smood (lire

l'encadré ci-dessous) a encore été acceptée à l'unanimité. ■

\* Voir notre édition du 9 mars dernier.

Les résolutions et les textes d'orientation adoptés durant le 3<sup>e</sup> jour du congrès sont disponibles sur: [unia.ch/fr/a-notre-sujet/organisation/congres-2021](http://unia.ch/fr/a-notre-sujet/organisation/congres-2021)

## BRÈVES

### BIENNE OUVERTURE DU DIALOGUE ENTRE UNIA ET LE GROUPE HIRSLANDEN

Dans notre édition précédente, nous relatons la situation de huit nettoyeuses de la Clinique des Tilleuls à Bienn, aux mains du groupe Hirslanden, licenciées à la suite de l'externalisation du nettoyage à l'entreprise Vebege SA. Toutes âgées de plus de 52 ans, avec des décennies d'expérience, elles se sont vu proposer de nouveaux contrats avec des salaires entre 500 et 900 francs plus bas. Soutenues par Unia, elles ont mené plusieurs actions de protestation contre la dégradation de leurs conditions de travail et récolté plus de 700 signatures sur leur pétition soumise à la direction. Il semblerait que la pression ait fonctionné. La semaine dernière, Alain Zahler, secrétaire régional d'Unia Bienn, informait avoir rencontré la direction de la clinique et que des discussions avaient démarré dans le but de trouver des solutions adaptées pour les travailleuses concernées. Une nouvelle séance a été fixée. ■ MT

### GENÈVE SOUTIEN DE TAILLE POUR LE PERSONNEL DE SMOOD

Le Grand Conseil genevois soutient le personnel de Smood! Jeudi passé, une large majorité des élus, rassemblant ceux d'Ensemble à gauche, du Parti socialiste, des Verts, du PDC et du MCG, a adopté une motion déposée le 22 février. Considérant notamment que «la société Smood, dont la coopérative Migros Genève est à la fois l'un des actionnaires principaux et le client le plus important, est mise en cause dans le respect des conditions de travail et de ses engagements», que la Chambre des relations collectives de travail (CRCT) a été saisie par la conseillère d'Etat Fabienne Fischer, que la CRCT a rendu des recommandations publiques, que «la «sous-traitance» d'une entreprise prospère comme Migros est difficilement compréhensible si elle vise à contourner les pratiques professionnelles usuelles», et enfin que les manières de faire de Smood «créent un problème social» qui va au-delà de cette seule entreprise, le Grand Conseil «invite le Conseil d'Etat à poursuivre et à intensifier les efforts, afin que Smood se conforme aux recommandations de la CRCT le plus rapidement possible». Il l'invite également à «contacter et réunir les principaux actionnaires de Smood» dans le but de s'assurer de leur engagement dans l'application de ces recommandations.

A l'issue du vote, Unia et les livreuses et les livreurs de Smood – dont la grève, débutée à Yverdon le 2 novembre, s'était étendue à onze villes romandes – ont salué cette victoire. Unia rappelle que la CRCT avait, dans ses recommandations du 7 février, pris position en faveur des revendications du personnel, préconisant une hausse des salaires à 23 francs au minimum (ou 23,27 francs à Genève hors indemnité pour jours fériés et vacances), une durée de travail hebdomadaire d'au moins 17 heures, le paiement de l'intégralité des heures sans distinction entre le temps d'attente et le temps de livraison, une indemnisation correcte des frais effectifs sur la base des barèmes du TCS et, enfin, une répartition transparente des pourboires.

Pour Unia, la balle est maintenant dans le camp du Conseil d'Etat. Le syndicat estime néanmoins qu'il est crucial de poursuivre la mobilisation, l'entreprise ayant «jusqu'ici fait la sourde oreille aux revendications des salariés». ■ SH



## L'UBÉRISATION, C'EST LA FIN DU SALARIAT...

«Stop à l'ubérisation, à la flexibilisation à outrance et à la précarité. Nous exigeons des conditions de travail dignes pour les travailleuses et les travailleurs de l'économie de plateforme.» Sous ce titre, la résolution soutenue par le congrès a rappelé les revendications d'Unia en matière de numérisation et salué la lutte chez Smood. «Le conflit actuel avec cette société démontre clairement que l'action d'Unia est porteuse de sens et doit être maintenue. Avec une grève impressionnante et courageuse dans onze villes de Suisse romande, les livreuses et les livreurs de Smood ont mis en lumière leurs conditions de travail extrêmement précaires», note la résolution, qui affirme qu'Unia «continue sa lutte pour des conditions de travail dignes dans le domaine de l'économie de plateforme», et «s'engage pour une numérisation sociale». Véronique Polito, vice-présidente d'Unia, est revenue sur les débuts de l'ubérisation

en Suisse et son accélération durant la pandémie. Deux modèles sont à l'œuvre dans le domaine, a-t-elle décrit. Celui d'Uber Eats, entré en Suisse par Genève en 2008, et dont le principe est «sans contrat». «Pour nous, c'est du travail au noir, largement toléré par les autorités, par la bourgeoisie qui voit dans ce modèle une source de profit», a lancé la responsable syndicale. Le second modèle, celui de Smood qui a provoqué une grève de 36 jours en fin d'année dernière, dispose bien de contrats, mais avec zéro franc de salaire garanti. «C'est ça l'ubérisation, la fin du salariat, et un nouveau type de relations de travail. Unia défend les droits des salariés et exige des autorités qu'elles rejettent ces modèles et partent du principe que les employés des plateformes sont des salariés», a poursuivi Véronique Polito, résumant les doléances de la résolution adressées aux autorités fédérales et cantonales. ■

# «LE DÉSESPOIR N'EST PAS UNE OPTION»

L'association Nai Qala, fondée en 2005 par Taiba Rahim, construit des écoles dans trois provinces reculées du centre de l'Afghanistan. Celle qui réside à Duillier (VD) lorsqu'elle n'est pas dans son pays d'origine, a réalisé très jeune l'importance de l'éducation

**Textes Line Golestani**

Photos Nai Qala

**A**nai Qala, le village natal de Taiba Rahim, dont l'association porte le nom, il n'y avait pas d'école. Son père, «un homme modeste doté d'une grande vision», décide alors de déménager au sud de l'Afghanistan, dans la province de Helmand, pour permettre à ses neuf enfants d'être scolarisés. Taiba Rahim poursuit: «Il s'est dit que, dans ces montagnes, au milieu de nulle part, tout ce qu'il pourrait offrir à ses enfants, serait une vie de berger, comme la sienne. Il avait compris que le seul moyen de sortir de cette pauvreté était qu'ils aillent à l'école.» C'est en hommage à son père, qui a eu le courage de partir pour une ville où il se sentait étranger, que Taiba construit la première école dans son village natal de la province de Ghazni, en 2007.

«Personne ne devrait être obligé de quitter sa terre pour pouvoir étudier», souligne-t-elle. Depuis, ces quinze dernières années, Nai Qala, l'association qu'elle a fondée en 2005, a construit 14 écoles dans des vallées reculées des provinces de Daykundi, Bamyan et Ghazni. Elle mène également une soixantaine de projets pour les enfants en âge préscolaire.

«Nous nous concentrons sur une région à la fois, et y construisons une école primaire autour de laquelle se trouvent une vingtaine de villages. On crée ensuite une école enfantine, et les enfants de ces vallées peuvent ainsi étudier jusqu'à la 12<sup>e</sup> année sans quitter leur région.»

Ces écoles enfantines constituent le nouveau projet de Nai Qala, qui enthousiasme beaucoup celle qui a été par le passé déléguée du CICR. Depuis 2019, l'association a formé 68 maîtresses pour la petite enfance: «Chacune compte autour d'elle au minimum dix membres de sa famille. Leurs frères, maris, parents et enfants, voient qu'elles ont un travail et croient en elles. Ils gardent ainsi espoir, s'impliquent et soutiennent l'école.»

## C'EST DANS CES MOMENTS DIFFICILES QUE L'ON DOIT MONTRER NOTRE DÉTERMINATION

Pour Taiba Rahim et ses compatriotes restés au pays, «le désespoir n'est pas une option, même si le reste du monde n'y croit plus». En août dernier, à l'annonce du retour au pouvoir des Talibans, les maîtresses d'école de l'association étaient inquiètes. «Elles m'ont alors appelée. Plus tard, elles m'ont raconté que, derrière elles, se trouvait toute leur famille, suspendue à mes lèvres, après qu'elles m'ont mise sur haut-parleur et demandé si je ne les laisserais pas tomber.» La Vaudouise d'adoption leur assure alors qu'elle sera à leurs côtés, n'abandonnera jamais, et qu'ensemble, ils continueront à prendre soin des écoles et des enfants.

«Je n'oublierai jamais ce jour, confie-t-elle avec émotion. C'est dans ces moments difficiles que l'on doit montrer notre détermination, être unis, forts et rester positifs.» Celle qui passe neuf mois sur douze dans son pays natal se dit également très reconnaissante vis-

à-vis de tous ceux qui soutiennent Nai Qala, et qui ont cru en elle, malgré la situation. «Ils ont compris que, pour le moment, il ne fallait pas perdre trop de temps avec les questions politiques, qui ne mènent à rien.»

En octobre 2021, Taiba était de retour en Afghanistan. Deux semaines après son arrivée à Kaboul, elle s'est rendue dans les régions de montagne où se trouvent les écoles: «Je tenais à encourager nos équipes et à voir comment les projets évoluaient. Ils n'ont pas arrêté le travail, si ce n'est durant deux semaines au mois d'août. Heureusement, il n'y avait pas d'obstacles particuliers à ce que les choses continuent.» Depuis, elle y est retournée à deux reprises, et prépare à présent la formation continue des enseignantes et le programme de la nouvelle année, qui débute avec le printemps, selon le calendrier afghan.

«Bamyan compte parmi les quelques provinces où les filles, quel que soit leur âge, n'ont pas dû interrompre leur scolarité. Bien qu'elle soit pauvre et isolée, c'est une région relativement ouverte où l'instruction des filles est entrée dans les mœurs.» A son arrivée dans cette province montagneuse, Taiba remarque en effet des filles de tous âges sur le chemin de l'école. «Cela est devenu tellement habituel, que ce n'était même pas perçu comme un acte de résistance par la population, ça allait juste de soi qu'elles y aillent.»

## L'IMPACT DE L'ÉCOLE ENFANTINE VA BIEN AU-DELÀ DES 4 M<sup>2</sup> DE LA CLASSE!

En milieu rural, peu de distractions détournent les parents des travaux des champs, qui les occupent énormément. Taiba se souvient de l'anecdote racontée par un père de famille, qui avait l'habitude de se coucher rapidement, après ses dures journées de labeur: «A présent, notre fille insiste souvent pour nous chanter une chanson apprise à l'école. Je dis alors à ma femme qu'il faut l'écouter, pour ne pas qu'elle se mette à pleurer! Nos enfants nous gardent ainsi éveillés jusqu'à 21h, c'est un grand changement dans notre vie quotidienne», s'était-il enthousiasmé. «L'impact de l'école enfantine va bien au-delà des 4 m<sup>2</sup> de la classe!» s'exclame l'hyperractive quinquagénaire, dont les projets continuent d'être soutenus par le Ministère de l'éducation afghan, malgré le changement de régime.

Influencer sans imposer, telle pourrait être la devise de celle qui veut prouver aux hommes, par son action, qu'une femme est capable de mener à bien un projet de construction. «Bâtir une école, c'est quelque chose de très concret! J'aimerais ainsi influencer leur manière de penser et servir d'exemple aux femmes.»

S'identifier à la présidente de Nai Qala est d'autant plus aisés, pour les femmes de ces vallées, qu'elle parle leur dialecte et qu'elle est née dans un village semblable au leur. «Je viens de là-bas et je sais sur quel point il faut toucher les gens, mais je les bouscule tout de même un peu en tentant de les sortir de leur zone de confort. Ils ont toutefois besoin de motivation pour cela, et qu'on leur donne des idées pour construire un



Le développement d'écoles enfantines est le projet phare de l'association. Elles aident les communautés rurales à accéder à l'éducation. Ici une école à Bamyan.

avenir meilleur», s'exclame celle dont le sourire irradiant et le ton ferme donneraient des ailes aux plus désabusés. «Aujourd'hui, 70% de la population afghane, hommes et femmes, sont illétrés. C'est catastrophique. En quarante ans de guerre, les Afghans n'ont jamais fait l'expérience d'une réelle stabilité et d'un Etat fort sur l'ensemble du territoire. Par conséquent, le système éducatif a également beaucoup souffert, re-

grette Taiba. Bien sûr, cela ne pourra pas changer en 24 heures, les fleurs prennent du temps pour pousser... il faut de la patience et de la détermination.» L'Afghanistan vit une crise économique sans précédent et la famine menace. La stabilité retrouvée a toutefois rendu le chemin de l'école moins risqué pour les enfants des régions où les combats ont longtemps fait rage. Le Ministère de l'éducation a en outre annoncé la réou-

verture de tous les établissements scolaires pour filles, sans limite d'âge, pour la nouvelle année, qui débute le 22 mars en Afghanistan. «On verra bien ce qu'il en est, note Taiba, et on garde espoir! Quoi qu'il en soit, c'est aujourd'hui que l'on doit se soutenir, pas demain, quand tout sera plus facile...» ■

Plus d'informations sur l'association sur: [nai-qala.org](http://nai-qala.org)



Taiba Rahim, dans les montagnes où sont bâties les écoles de Nai Qala.

## «ON NE PEUT AIDER LES FILLES SANS AIDER LES GARÇONS»

Pour Taiba Rahim, même si la discrimination subie par la génération féminine dans son pays est incontestable, «on ne peut aider les filles sans aider les garçons». «En Afghanistan, on a des hommes qui n'ont pas encore digéré les relations hommes-femmes, poursuit-elle, et il y a un problème profond à ce sujet. Pour cette raison, il faut que les deux soient instruits!»



«Dans beaucoup de régions rurales, j'ai vu autant de garçons que de filles privés de la possibilité d'étudier, car tellement éloignés de tout. Il y a bien sûr des injustices visant les filles, mais je pense que, pour les aider, on a besoin que leurs frères, pères et maris aient aussi reçu des opportunités», et de conclure que, «si l'on ne te donne pas ta chance à toi, tu ne vas pas être ouvert à la donner à d'autres...»

Pour la présidente de Nai Qala, les écoles enfantines qui ont vu le jour sur environ un tiers du territoire afghan permettent d'amorcer des changements extrêmement positifs. Elle espère que le succès de ces projets pilotes donnera à son association la possibilité de s'implanter sur l'ensemble du territoire national.

Partout où elles existent, ces structures scolaires sont mixtes, point important, dans une société où peu de lieux le sont réellement. Une année d'école enfantine permet également de préparer les enfants à la suite de leur scolarité et de sensibiliser leurs parents à l'importance de l'instruction. Le décrochage scolaire est un problème, dans ces régions, où les enfants sont mis à contribution pour les différents travaux agricoles et ménagers. Dans ce but, des soirées entre parents sont organisées. «Le premier soir, les parents, souvent illétrés, se dévalorisent et ne voient pas en quoi ils pourront être utiles au projet. Je leur explique notamment que leur responsabilité consiste à habiller proprement leur enfant et à lui consacrer du temps, et que c'est là le droit de leur enfant. Ils me répondent qu'ils pensent en être capables et reprennent confiance en eux.» ■



Des maîtresses d'école enfantine formées par Nai Qala et des élèves dans la bibliothèque d'une école construite par l'association.